

Article 21 du Règlement

Si le gouvernement insiste pour léguer la tour du CN au secteur privé, il pourrait au moins essayer d'obtenir de l'acheteur qu'il trouve une petite place pour une épitaphe du gouvernement que tous les Canadiens pourraient voir.

* * *

● (1410)

LA PORNOGRAPHIE

ON EXHORTE LES DÉPUTÉS À ADOPTER LE PROJET DE LOI

M. Rob Nicholson (Niagara Falls): Monsieur le Président, je suis heureux d'exprimer mon appui au projet de loi C-54 qui a pour objet de contrôler la pornographie au Canada. J'exhorte tous les députés à l'adopter le plus tôt possible et à le renvoyer à un comité.

Il ne se passe pas une seule semaine sans que l'un de mes électeurs de Niagara Falls ne m'écrive pour demander l'adoption rapide de ce projet de loi. Mes électeurs savent que les dispositions actuelles du Code criminel concernant la pornographie sont tellement vagues qu'il est presque impossible de les faire respecter. La pornographie est devenue une énorme industrie qui exploite et dégrade les gens, particulièrement les femmes et les enfants.

Je rejette les observations de certains groupes selon lesquelles la définition de la pornographie est trop restrictive. Je mets au défi de se présenter devant notre comité pour proposer une meilleure définition. Je crois que c'est parfaitement équitable.

Entre-temps, dans tout le Canada, les gens en ont assez de ceux qui cherchent constamment à reporter l'adoption de mesures contre la pornographie. Dans le cas du projet de loi C-54, je ferai mon possible pour qu'ils ne réussissent pas.

* * *

[Français]

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

L'EST DE MONTRÉAL—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Jean-Claude Malépart (Montréal—Sainte-Marie): Monsieur le Président, après 15 mois, le ministre de l'Expansion industrielle régionale et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie a décidé de répondre aux 86 recommandations du rapport Picard, ce matin, à Montréal. Mais, malheureusement, les Montréalais s'attendaient à des réponses contenant des propositions concrètes. Le ministre a tout simplement répondu par du *bluff*. J'aimerais savoir, et les Montréalais également, pourquoi le ministre n'a pas annoncé l'implantation de l'agence spatiale à Montréal. Pourquoi le ministre n'a-t-il pas annoncé l'implantation d'un véritable centre bancaire à Montréal? Pourquoi le ministre n'a-t-il pas annoncé 130 000 000 \$ pour le développement du Vieux-Port à Montréal, comme ce fut la situation pour d'autres villes au

Canada? Pourquoi le ministre n'a-t-il pas annoncé 25 000 000 \$ octroyés par le Bureau de l'aide au développement de l'est de Montréal? Et, monsieur le Président, je termine: Pourquoi le ministre n'a-t-il pas annoncé la création d'emplois dans l'est de Montréal? Encore une fois, après 15 mois, ce ministre de l'Expansion industrielle régionale a «*bluffé*» les Montréalais ce matin.

* * *

[Traduction]

LE BIEN-ÊTRE SOCIAL

LE CONSEIL NATIONAL DU BIEN-ÊTRE SOCIAL—ON SUGGÈRE QUE LE COMITÉ ÉTUDIE LE RAPPORT

M. Dave Nickerson (Western Arctic): Monsieur le Président, le Conseil national du bien-être social vient de publier un rapport contenant d'importantes recommandations au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Epp).

Le Conseil signale, dans ce rapport, que le régime actuel de sécurité sociale, en dépit de certains bons aspects, engendre souvent plus de pauvreté et une plus grande dépendance. Les gens peuvent être pris dans le filet plutôt que d'être sauvés par lui. Le rapport traite de questions telles que la simplification, l'accessibilité, l'équité, l'efficacité et la procédure.

Le comité permanent de la santé nationale et du bien-être social de la Chambre devrait entreprendre une étude approfondie du rapport afin de déterminer les recommandations qui peuvent être mises en oeuvre avec succès.

* * *

L'INDUSTRIE

LE SECTEUR VINICOLE—LA PROMESSE ÉLECTORALE

M. Vic Althouse (Humboldt—Lake Centre): Monsieur le Président, je voudrais rappeler au premier ministre (M. Mulroney) les promesses qu'il avait faites aux viticulteurs de la péninsule du Niagara pendant la campagne électorale de 1984.

Le premier ministre s'était alors engagé à «revitaliser l'industrie et permettre à nos agriculteurs de continuer à s'occuper de leur exploitation». Il avait dit que l'industrie vinicole était «en crise surtout à cause des pratiques commerciales déloyales des producteurs de vin étrangers». Il avait ensuite promis qu'un gouvernement conservateur favoriserait la vente des vins canadiens et des produits connexes et adopterait des mesures de protection car, avait-il dit, «cela coûterait beaucoup moins cher au Trésor public que de laisser dépérir cette industrie vitale de la région du Niagara».

Si l'accord de libre-échange est conclu, l'industrie vinicole disparaîtra. Le premier ministre, qui avait promis de la protéger et avait clairement le mandat de le faire, a trahi nos viticulteurs.